

Pilotage de la recherche : des perspectives inquiétantes

Les bouleversements profonds subis par l'ESR ces dernières années vont tous dans le sens d'un contrôle accru de l'État, dans le but de peser directement sur les grandes orientations scientifiques du pays afin que celles-ci puissent être prétendument utiles à la nation, témoignant d'une volonté de contrôle de la recherche.

Par **MAXIME AMBLARD**,
membre de commission administrative

L'enseignement supérieur et la recherche connaissent des transformations qui se déploient rapidement et brutalement. Concernant la recherche, la dernière annonce ayant fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le monde académique est celle des Key Labs, même si elle masque des bouleversements profonds qui se font à bas bruit. Elle s'inscrit dans une lignée de transformations, prônant la concentration des moyens, en vue, soi-disant, d'« *augmenter l'efficacité* » du système dans un environnement qui connaît des pénuries importantes. Zoom sur quelques évolutions du contexte politique de l'ESR qui dessinent des perspectives inquiétantes.

Le 7 décembre 2023, le président de la République a prononcé un discours, lors de l'installation du Conseil présidentiel de la science, qui s'inscrivait très clairement dans la lignée de la LRU, tant dans son objet que sur le fond. Dans son objet, parce qu'installer un comité de sages auprès du président, qui pourrait directement influencer sur les grandes orientations scientifiques du pays, s'inscrit en défaut du principe de collégialité et d'évaluation par les pairs, qui reste fondateur du travail de recherche. Si le principe de grand-es élu-es désigné-es a entraîné certain-es de nos collègues dans cette nouvelle instance, leur activité y reste d'une grande opacité, au contraire des instances formées d'élu-es.

RÔLE STRATÈGE

Ce discours posait également les jalons de la transformation du paysage de l'ESR à l'horizon de dix-huit mois, soit mai 2025. Le président déclarait : « *Je souhaite que nous réussissions à transformer nos grands organismes nationaux de recherche [comme le CNRS] en de vraies agences de programmes.* » Sans définir ce que seraient ces nouveaux objets, il leur donnait un rôle stratège dans le pilotage de la recherche, tout comme le Conseil présidentiel de la science doit lui donner une vision stratégique de la politique scientifique. Le chef de l'État s'est ainsi placé au

centre du jeu, dépouillant le ministère de l'ESR de sa mission d'articuler les différents opérateurs de recherche de l'État.

Ce discours illustre bien le peu de considération de la grande majorité des acteur·rices politiques à l'égard des chercheur·ses, pour qui collégialité et doute sont essentiels. Dans ce discours, la force de recherche devrait être prétendument utile à la nation (de fait au secteur économique) et, pour cela, pilotée au service d'un dessein politique.

Depuis ce discours, le président et ses ministres de l'ESR ont appelé de leurs vœux la mise en place d'un second volet de la LRU. Depuis la première, différentes étapes de décentralisation, sans accompagnement de moyens, reviennent dans le débat public. L'idée que les universités devraient être les « chefs de file » pour assurer le lien avec les entreprises et les acteurs régionaux continue de s'imposer (par exemple à travers la politique des IDEX et I-SITE). Si le principe peut localement séduire, il participe très activement à déstructurer la recherche nationale, et, plus grave encore, il pose comme principe la nécessité d'adapter les sujets de la recherche aux intérêts du contexte local, en opposition avec la liberté de recherche.

OPACITÉ TOTALE

Une autre illustration est la mise en place des programmes et équipements prioritaires de recherche, dont les thèmes et les acteurs·rices ont été choisi·es dans la plus totale opacité. Sous le couvert de porter de manière très centralisée des investissements conséquents sur des thématiques choisies, le financement et l'organisation de la recherche se voient très directement bousculés au bénéfice d'une minorité.

Dans ce contexte, des attaques sont menées contre les organismes nationaux de recherche (ONR), comme celle citée en préambule et formulée par le directeur du CNRS, Antoine Petit. On se rappellera son fameux discours du 26 novembre 2019 soutenant le principe du darwinisme dans la recherche : « *Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire – oui, inégalitaire –, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements*

Le ver est dans le fruit et la vigilance s'impose.

les plus performants à l'échelle internationale. » Principe repris le même jour par le président, qui soutenait l'importance d'une « différenciation » et que les « mauvais » en « assument les conséquences ».

CONCEPT FLOU

En 2025, il réintroduit l'idée de concentrer les moyens du CNRS sur les meilleurs de ses acteur·rices, avec le concept des Key Labs. L'idée a fait l'effet d'une bombe. La mobilisation de la communauté de l'ESR a été immédiate, vive, et une pétition demandant sa démission a très rapidement rassemblé plus de 10 000 signatures, le contraignant à annoncer un moratoire. Les Key Labs sont suspendus, mais il a demandé au conseil scientifique du CNRS de lui faire des propositions sur les modalités à utiliser pour les mettre en œuvre. Le ver est dans le fruit et la vigilance s'impose.

Si les méthodes du président du CNRS sont trop violentes pour être discrètes, la situation des autres ONR reste très préoccupante. Un exemple à suivre est l'expérimentation faite à l'université Gustave-Eiffel qui acte la disparition d'un ONR (Ifsttar) et entraînerait l'affectation des ingénieurs et personnel technique et administratif du ministère de la Transition écologique au sein de l'EPSCP Gustave-Eiffel, en contradiction du décret les concernant. Cette expérimentation ouvre dangereusement la porte à la disparition complète d'un ONR.

Autre exemple, l'Inria a annoncé qu'aucun recrutement de doctorant·e, postdoctorant·e et ingénieur·e non titulaire ne serait réalisé en 2025. La force de recrutement est ainsi entièrement mise au service de la création de l'« agence de programmes ». Le concept reste flou et laisse croire que l'intitulé aurait du sens. Pour le moment, il est difficile de com-

prendre de quoi il s'agit, sinon de détourner l'investissement légitime de l'État vers l'effort de recherche pour assurer la stratégie édictée par le ministère ou le président lui-même. On voit très concrètement et opérationnellement comment les points que nous avons précédemment mis en avant sont en train de se réaliser, jusqu'à assumer la possibilité de ne pas préparer les générations suivantes.

OUTIL DE SIMPLIFICATION

Lors des dernières discussions sur les conventions entre universités et organismes de recherche, des délégations de gestion des ressources propres sont apparues. Elles ont été proposées pour éviter la concurrence dans la gestion des laboratoires entre plusieurs tutelles en n'en désignant qu'une seule, comme cela avait été mentionné dans le rapport Gillet. Le CNRS voit dans cette délégation un outil puissant de simplification. Après cette première étape, apparaît le spectre de la délégation de gestion globale, où ne survivrait qu'un seul système de gestion. Cela aurait des conséquences importantes pour la tutelle qui placerait les postes administratifs dans les laboratoires. Cette dissociation du statut des différentes unités de recherche apparaît, à la lecture de la déclaration d'Antoine Petit sur les Key Labs, comme un marqueur supplémentaire de la volonté de définir où focaliser les moyens des ONR.

Au travers de ces différents exemples, on voit se dessiner une restructuration du paysage de l'ESR où l'activité de recherche est contrôlée par le pilotage des hautes instances, en dépit des principes de collégialité et sans transparence. Cette volonté de pilotage par le biais de la restructuration des institutions et par les voies de financements a des impacts bien réels, y compris sur le choix des recherches réalisées, hors recherche pilotée, utilitariste et à courte vue. ■

On voit se dessiner une restructuration du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche.

